

DOCUMENT RESUME

ED 195 127

FL 011 330

AUTHOR Borga, Charlotte, Ed.
TITLE L'education bilingue: Pour quoi faire? (Bilingual Education: For What Purpose?). Cahiers du CMIEB, Number 11.
INSTITUTION Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB), Saint Gervais (France).
SPONS AGENCY La Federation Mondiale des Villes Jumeles - Cites Unies (FMVJ), Paris (France).
PUB DATE 78
NOTE 45p.
LANGUAGE French
EDRS PRICE MF01/PC02 Plus Postage.
DESCRIPTORS *Bilingual Education; *Bilingualism; Communicative Competence (Languages); *Cross Cultural Training; Educational Objectives; Elementary Secondary Education; *International Educational Exchange; Language Planning

ABSTRACT

This issue contains five articles on aspects of bilingualism and bilingual education, as well as documentation on the "Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue" (CMIEB). The introductory article presents reasons for being able to communicate in more than one language in the world as it is today, and proposes that bilingual education is a means toward overcoming the language barrier. The other articles deal with: (1) a definition of bilingual education as teaching in two languages as required by political, geographic, or social conditions in a given country; (2) a history of "Le Monde Bilingue," the parent organization to CMIEB; (3) passage from "Le Monde Bilingue" to bilingual education in the interest of greater international comprehension; and (4) majority and minority languages and the necessity of bilingual education. In addition to these articles, there is some documentation on the purpose and activities of CMIEB and communication between "twin cities" and bilingual education. An appendix consisting of questionnaires and a list of addresses concludes the issue. (AMH)

* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *

ED195127

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH,
EDUCATION & WELFARE
NATIONAL INSTITUTE OF
EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION POSITION OR POLICY.

"PERMISSION TO REPRODUCE THIS
MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY

Charlotte Bonga
Secretary General
CMIEB

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES
INFORMATION CENTER (ERIC)."

1 9 7 9

L'EDUCATION BILINGUE : POUR QUOI FAIRE ?

SOMMAIRE

- En guise de préfaces ...
- Avant-Propos.
- Ce qu'est l'Education bilingue.
- D'où vient l'idée ? Un peu d'histoire:
Le "Monde Bilingue" et la Fédération Mondiale
des Villes Jumelées-Cités Unies.
- Du "Monde Bilingue" à l'Education bilingue.
- Paroles d'un Chef d'Etat en faveur de
l'Education bilingue.

DOCUMENTS

- Le Centre Mondial d'Information sur l'Education
Bilingue (CMIEB).
- Programme d'activités du CMIEB.
- La communication au sein des jumelages de la
Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités
Unies et l'Education bilingue.
- Conclusions.

ANNEXES

* Institution spécialisée de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ).

LE DROIT DE PARLER A SON SEMBLABLE

Ne perdons aucune occasion de mettre ce problème en pleine lumière et réclamons qu'en cette année où l'on s'apprête à célébrer les Droits de l'Homme, on songe enfin à inscrire parmi eux le plus simple, le plus naturel, le plus imprescriptible : le droit de parler à son semblable, ce qui revient à dire le droit à une éducation bilingue cohérente et équilibrée. Les moyens matériels, nous en avons plus qu'il n'est nécessaire ; les moyens pédagogiques, des réunions comme la nôtre les définiront et les perfectionneront ; les moyens financiers . . . que ne ferait-on pas avec le budget d'une semaine de guerre, d'une bombe, d'une fusée ! Ce dont nous avons besoin, c'est d'une prise de conscience, d'une volonté, d'une certitude. Sous nos yeux se réalise une synthèse de «l'homo faber» et de «l'homo sapiens» en un «homo technicus» ; nous attendons et pressentons la lente mais irrésistible émergence de «l'homo humanus» qui ne saurait s'effectuer en dehors de la communication linguistique.

Jean-Maurice CHEVALLIER
Président du «Monde Bilingue»
Conférence de Royan (France), 1968.



UN DEVOIR

Peut-être serons-nous fiers d'avoir été du nombre de ceux qui, à Aoste, auront contribué à faire admettre que l'enfant, puis l'adolescent, puis l'homme, non seulement ont le droit, mais le devoir de se servir de deux langues comme de deux mains, pour mieux œuvrer au bénéfice de la civilisation planétaire.

Robert MALLET, *Recteur de l'Académie,
Chancelier des Universités de Paris,
Président d'honneur du CMIEB.*
Conférence d'Aoste, Italie, 1972.

AVANT-PROPOS

Depuis une vingtaine d'années on assiste dans le monde de l'éducation à une évolution de l'idée d'enseignement, reliée aux progrès de la technique, d'une part, et de l'information du public, d'autre part. En théorie tout au moins, et particulièrement dans les pays industrialisés.

Il apparaît clairement tant aux institutions éducatives de ces pays qu'aux grandes organisations internationales qui s'en préoccupent, que les méthodologies de l'enseignement traditionnel ont cessé d'être adaptées aux nécessités des temps modernes.

Cela est particulièrement vrai dans le domaine des langues vivantes. Avec la marche du temps, l'avancement des techniques, le brassage des populations causé par deux guerres mondiales, et aussi en raison de la progression démographique dans de nombreux pays, les méthodes fondées sur la connaissance formelle des langues étrangères ont beaucoup évolué.

Le développement du tourisme, phénomène contemporain, facilité par des conditions financières relativement abordables, notamment de la part des compagnies de transports aériens, a mis le public, et surtout les jeunes, au contact de civilisations et de cultures extrêmement variées, et a plus fait depuis 20 ans pour la diffusion des langues vivantes que toutes les réformes apportées aux systèmes officiels d'enseignement. Ceux-ci n'ayant jamais été modifiés fondamentalement, la routine prévaut toujours, en dépit des efforts

dispersés de quelques novateurs. Les voyages, les échanges scolaires, économiques, les transistors et autres medias ont changé l'horizon linguistique des jeunes générations plus que les méthodes d'enseignement audio-visuelles, pourtant utiles, mais d'un emploi mal contrôlé et d'ailleurs très inégalement répandu.

Malgré cette familiarisation avec des langues dites de grande communication (français, anglais, allemand, espagnol) la situation reste très insatisfaisante. Les fameuses barrières linguistiques forment toujours une imprenable muraille de Chine entre les peuples. Les écoliers européens, pour ne parler que d'eux, demeurent victimes de difficultés artificiellement dressées entre eux et le langage des "autres". Quant aux adultes, leur sort linguistique est presque définitivement fixé, par la nature d'abord, et par le processus d'apprentissage traditionnel, premier coupable de cet état de choses qui met en péril, non seulement leur compréhension des langues autres que la langue maternelle, mais encore leur formation culturelle dans sa totalité.

"Quoi ! "diront certains" ma compétence professionnelle et ma curiosité culturelle seraient dépendantes à ce point de ma connaissance des langues étrangères ? J'ai des livres pour me renseigner, des traductions pour me guider, et des interprètes pour ... m'interpréter ! De plus, je me débrouille assez bien EN ANGLAIS, assez pour me faire comprendre". Hélas !

Qui reprocherait à ces consciencieux unilingues leur inaptitude à pénétrer dans le domaine linguistique des autres, alors que rien n'a été fait, en temps voulu, pour les aider à entrer dans ce qui est pour l'enfant un jeu d'enfant, et pour l'adulte un mur du son parfois presque infranchissable ?

Nous nous proposons de montrer dans les pages qui vont suivre qu'il n'y a rien de fatal ni de définitif dans cette situation.

En effet, des transformations s'ébauchent, dans tous les secteurs de l'éducation, des initiatives s'affermissent, des projets prennent corps. Il serait incompréhensible que les langues par lesquelles progresse l'acquisition des connaissances, et qui sont le véhicule de la communication, ne bénéficient pas de conditions optima d'apprentissage. Pourtant les recherches en linguistique ont mis à jour assez de matériaux pour servir à l'élaboration de méthodologies nouvelles.

Parmi les idées de changement et de progrès figure l'éducation bilingue. Telle qu'elle a été définie plus haut, ce n'est pas une panacée, encore moins une recette. C'est le résultat d'observations sérieuses, et d'expériences fondées sur ces observations. Mettre en oeuvre ce qui a été expérimenté est sans doute l'affaire des professionnels, c'est-à-dire des enseignants, mais c'est aussi l'affaire de tous les intéressés, utilisateurs de langues vivantes et destinés à communiquer d'individu à individu, de peuple à peuple, dans la logique de l'histoire.

Qu'est-ce donc que l'éducation bilingue et comment peut-elle servir la cause de la communication ?

Examinons l'idée et voyons les moyens d'en assurer l'application.

QU'EST CE QUE L'EDUCATION BILINGUE ?

Cette expression est souvent employée dans des situations de bilinguisme pour désigner l'enseignement de deux langues exigées par les conditions politiques, géographiques ou sociales dans un pays donné.

Les deux langues en présence sont alors parlées avec plus ou moins de compétence par la population de ce pays et sont l'objet de mesures prises par le gouvernement concerné au niveau de l'enseignement. Il s'agit de faire en sorte que la situation linguistique ne soit pas (trop) génératrice de conflits. On sait que cela ne va pas sans difficultés, parce que le plus souvent les rapports entre les deux langues sont de l'ordre dominant/dominé et reflètent tout le cadre social où se livre la bataille linguistique.

Pour pallier cette discordance culturelle, nous proposons une autre définition de l'éducation bilingue : celle fournie par l'équipe pionnière du "Monde Bilingue" (1) et à sa suite le Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB) :

Une définition

L'éducation bilingue se présente comme une éducation en deux langues, ce qui implique l'emploi de deux langues véhiculaires, dont l'une est la langue maternelle.

Education, et non seulement enseignement des langues, les matières scolaires devant être enseignées progressivement dans les deux langues.

Cette éducation qui repose sur l'acquisition précoce de la seconde langue devra, pour être efficace, se poursuivre pendant toute la scolarité et éventuellement dans tout le cours ultérieur de la vie par le moyen de l'éducation permanente.

Le résultat de la mise en contact du petit enfant avec la seconde langue, à partir du moment où il maîtrise sa langue maternelle entre 5 et 6 ans, se traduit généralement par une plus grande aisance à accepter, au niveau de l'école primaire, les premiers principes d'enseignement proprement dit concernant cette langue. Les comparaisons qu'il établit

(1) Voir le chapitre "D'OU VIENT L'IDEE ?" page 10.

alors avec les structures de sa propre langue sont de nature à lui faciliter grandement l'identification des différences grammaticales, ou de vocabulaire, qui préoccupent tant, actuellement, les écoliers à l'entrée de l'enseignement secondaire.

Il convient naturellement de procéder avec une grande prudence à toute initiation précoce, quelle que soit la matière envisagée. Mais dans l'état actuel des connaissances en pédiatrie sur les conditions d'éveil de l'intelligence, il ne devrait pas y avoir de difficultés à généraliser, sous surveillance, un procédé susceptible d'éviter à l'enfant l'encombrement intellectuel des études secondaires, et aux institutions éducatives le pourcentage effarant d'échecs en langues vivantes à chacun des diplômes du cursus scolaire. (environ 45 % d'élèves n'atteignent qu'à grand peine la "moyenne" écrite. Quant à la langue parlée, mieux vaut ne pas l'évoquer).

L'on peut s'étonner que les procédés pédagogiques ne suivent que de très loin les importants progrès de la linguistique et de la recherche méthodologique. C'est compter sans l'entêtement des systèmes scolaires en vigueur, qui désolent beaucoup d'enseignants et perpétuent des traditions préjudiciables à l'avancement des connaissances.

A qui s'adresse l'éducation bilingue

Quelles que soient les conditions linguistiques, l'éducation bilingue est nécessaire :

- a) aux populations des pays de situation bilingue ou multilingue puisqu'elle facilite le départ d'une formation linguistique exigée par des circonstances géographiques, politiques ou sociales ;
- b) aux populations des pays dits unilingues en raison des nécessités de relations entre les peuples de tous pays, à l'heure de l'informatique et de la rapidité des moyens de communication ;

- c) aux ressortissants des flots des langues minoritaires représentant des cultures bien vivantes qui peuvent être conservées sans dommage pour la langue nationale, à la condition que la langue seconde soit introduite dès le plus jeune âge ;
- d) aux populations immigrées coupées des échanges familiaux avec les parents, les amis, privées de l'apport culturel de leur pays d'origine, apport considéré non comme un élément uniquement "intellectuel", mais d'abord linguistique, par le métier, les relations sociales, la communication enfin. Là encore, nous voyons s'imposer l'éducation bilingue comme indispensable à la solution de problèmes douloureux ;
- e) aux populations des pays en voie de développement parce que, tenues pendant trop longtemps à l'écart des initiatives des pays industrialisés, elles ont besoin d'acquiescer très tôt la maîtrise des langues répandues dans le monde de la technique. Mais il faut d'abord poser comme principe, dans ces pays, l'acquisition première de la langue et de la culture propres à des civilisations qui sont une richesse pour l'ensemble des hommes, cette culture étant une nécessité absolue pour ces peuples.

L'éducation bilingue s'adresse donc à tous, parce qu'elle peut contribuer à ouvrir l'esprit, dès l'enfance, à des formes de pensées variées, des diversités de conception, qui permettent d'éliminer les facteurs linguistiques du racisme et apprennent à l'homme à ne pas voir dans un autre homme, un étranger.

"A tous ceux qui ont conservé dans leurs coeurs ce qui fut, au dessus des organisations et des partis, l'esprit de la Résistance".

Jean-Marie BRESSAND
Fondateur du Mouvement

D'OU VIENT L'IDEE ? Un peu d'histoire : "Le Monde Bilingue", puis la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies.

Une aventure linguistique, née de la Résistance à toute tyrannie, et en faveur de la compréhension entre les peuples.

En 1953, intéressé par un Mouvement qui voulait promouvoir le bilinguisme, "Le Monde Bilingue", Louis URRUTIA, agrégé d'Espagnol (1), écrivait :

"A la lumière des renseignements que nous pourrions obtenir sur la manière dont on étudie les langues dans les autres pays, et aussi de l'âge auquel on commence cette étude, nous pourrions comprendre peut-être pourquoi certains pays et certains peuples apparaissent comme naturellement doués pour l'étude des langues. Nous verrions que souvent, sinon toujours, ce sont des petits pays naturellement bilingues, ou bilingues par la force de l'Histoire, dans lesquels ce n'est pas une seule langue que l'on apprend dès l'enfance, mais deux, sinon davantage. Et c'est là que je voulais en venir ; c'est parce que, dans ces pays, les enfants sont pris à un âge de réceptivité mentale meilleure.
(...) Les psychologues scolaires s'accordent pour déclarer que, jusqu'à 11-12 ans (en moyenne), les enfants sont surtout des mémoriels. N'est-ce pas là ce qu'il faut pour apprendre une langue ?
(...) Ce qui est à revoir, c'est la conception de l'enseignement lui-même." (2)

(1) Membre de l'Association des Professeurs de Langues Vivantes (APLV), Paris.

(2) "Le Monde où l'on s'entend" - 1953.

Déjà le changement était dans l'air. Il y a plus d'un quart de siècle de cela, et l'éminent professeur était de ceux, nombreux, qui encouragèrent les efforts enthousiastes d'un petit groupe d'hommes et de femmes en faveur de ce qui leur paraissait une formule heureuse pour faciliter la communication : le bilinguisme.

Pour une meilleure compréhension des problèmes qui surgissaient d'un après-guerre tourmenté, et pour assurer de nouvelles relations humaines par le jumelage, les pionniers du "Monde Bilingue" : Jean-Marie Bressand, le fondateur, Denise Poulain, Madeleine Loewenthal, Jean-Maurice Chevallier, vite rejoints par d'autres (1), se lancèrent dans cette aventure linguistique qui mit à jour d'une part les avantages de l'acquisition précoce d'une seconde langue, et d'autre part l'ouverture au monde que représente un bilinguisme accepté au nom de la paix entre les nations.

Mais laissons parler ceux qui furent les promoteurs de cette idée nouvelle :

Entendre et comprendre

"Le merveilleux pouvoir de faire entendre la parole humaine en même temps sur toute la surface terrestre exige une nouvelle technique linguistique : la parole ne doit pas seulement être "entendue", elle doit aussi être "comprise" par tout le monde et en tous lieux. Il s'agit alors pour nous de hâter une évolution qui demanderait peut-être quelques siècles de guerres, d'émigration, de transferts de population, d'invasions et brassages de tous ordres, pour que le fait linguistique se mette à l'alignement des avances réalisées dans les domaines technique, économique, social et politique."

J.M. BRESSAND
"Pour un nouvel humanisme"
("Butterfly" n° 2, printemps 1952)

(1) parmi lesquels des journalistes français : Georges Altman (Franc-tireur) ; R.P. Chaillot et Robert Barrat (Témoignage Chrétien) ; Albert Dauzat et Rémi Roure (Le Monde) ; l'écrivain belge Charles Plisnier (Combat), etc.

Acquisition précoce

"On s'obstine à enseigner les langues vivantes beaucoup trop tard, alors que les facultés d'acquisition naturelle de la petite enfance se sont déjà considérablement affaiblies. Il en résulte qu'une langue vivante ne s'apprend pas, ne peut pas s'apprendre comme on l'a fait jusqu'alors. (...) L'enfant jeune est doué d'une oreille extrêmement fine et d'une faculté de reproduction inégalable ; sa mémoire est remarquable. Il "ramasse" la langue. C'est le moment idéal pour l'initiation à la langue étrangère."

René DENIS, Professeur agrégé
(*"Cités Unies"* n° 1, Janvier-février 1957)

Une 2ème langue à l'Ecole primaire

"Il devrait être possible de faire acquérir à un grand nombre d'enfants des écoles primaires - sans peine ni travail - une langue autre que la leur, une langue qui sera, de par son mode d'acquisition, autre chose que la langue étrangère telle que l'on a coutume de l'enseigner par la suite, à l'école secondaire.

D'autre part, le programme secondaire de langues étrangères vivantes, accompagnées ou non de l'étude du latin ou du grec, ne doit se trouver modifié d'aucune façon du fait qu'il s'adresse à des enfants plus ou moins bilingues ; au contraire, il y a tout lieu de supposer qu'il ne s'en portera que mieux."

Madeleine LOEWENTHAL, Diplômée de l'Ecole
des Langues Orientales
(*"Cités Unies"* n° 1, Janvier-février 1957)

Rien à perdre - Tout à gagner

"L'enjeu de ce débat est si capital que je veux encore éclairer un point. Il n'est pas question de propager telle langue aux dépens de telle autre ; le système éducatif actuel laisse une majorité d'enfants sans aucune formation linguistique ; c'est cette masse, qui ne sera perdue pour personne, qu'il convient de gagner pour l'humanité."

Jean-Maurice CHEVALLIER, agrégé de
l'Université, Président du *"Monde Bilingue"*.
(*"Cités Unies"* n° 3, Juin 1957)

Les jumelages bilingues en action

EN ARLES : ECHANGE D'INSTITUTRICES ...

Pour la première fois, une ville française et une ville étrangère vont échanger des institutrices. Il s'agit d'Arles, en Camargue, et d'York, en Pennsylvanie. Cet échange a été décidé dans le cadre du jumelage qui unit les deux villes sous l'égide du Monde Bilingue. Déjà elles avaient introduit dans les écoles primaires l'enseignement de la langue-soeur, un enseignement oral et récréatif, comme il se doit, accueilli avec joie par les enfants et grand intérêt par les familles.

("Cités Unies" n° 1, Janvier-février 1957)

SANS EXCLUSIVE

"En ce qui concerne les jumelages, s'ils ont été jusqu'ici franco - anglo-saxons pour des raisons évidentes, il ne s'agit que d'un premier stade, et nous sommes extrêmement désireux d'étendre notre action aux villes de tous les pays sans exclusive qui acceptent de procéder avec des villes françaises à des échanges de toute nature..."

(...) Le Monde Bilingue, rappelons-le, est un groupement apolitique qui s'adresse non aux Etats mais aux villes, aux hommes et aux femmes de ces villes. Toute ville d'où qu'elle soit doit pouvoir frapper à la porte du Monde Bilingue et y être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

(...) Notre position est donc nette. Inspirons-nous du grand Pasteur, qui disait : "Je ne te demande pas quelle est ta religion, ta race ou ton rang social, je te demande quelle est ta souffrance". De même nous voulons unir les hommes de bonne volonté quels que soient leur race, leur religion, leur système politique.

(...) Nous ne prétendons pas détenir la seule formule de la paix, nous prétendons être un des instruments, modeste mais concret, de cette paix à laquelle aspirent les peuples du monde entier.

J.M. BRESSAND

(Cités Unies n° 3, juin 1957)

DU "MONDE BILINGUE" A L'EDUCATION BILINGUE

La leçon de la Conférence de Royan - 1968 (1)

Nécessité de la mise en commun des connaissances

Lorsque le professeur Martinet a dit que dans l'avenir les machines seront indispensables, et qu'il ajoute que l'enseignant ne sera plus le professeur de langue mais l'éducateur, l'animateur du groupe qu'il enseignera, on voit s'abattre les cloisons entre les diverses disciplines scolaires. Quand il dit que la linguistique appliquée a retenu de la linguistique théorique les moyens d'améliorer la communication linguistique, et qu'il termine en préconisant l'acquisition précoce d'une langue seconde, on voit très bien que le savant ne s'en tient pas aux expériences en soi mais qu'il pèse les conséquences de ses recherches sur l'ensemble de l'humanité.

Tous les assistants, qu'ils fussent de Grande-Bretagne, de Yougoslavie, du Cameroun, d'Allemagne ou de Madagascar, d'Espagne ou de Belgique, ont parfaitement compris que là était la leçon de cette rencontre : l'universalisation du savoir, la mise en commun des connaissances, l'intelligence s'affirmant souveraine des techniques, sont les conditions d'une organisation mondiale sans lesquelles, sous peu, le monde risquerait fort de disparaître.

Car c'est de cela qu'il s'agit. L'esprit de coopération est une nécessité vitale. D'homme à homme, de ville à ville, de continent à continent doit se répercuter l'écho de ce cri commun contre l'ignorance et la mort. Bertrand Russell a dit : « Il y a certaines choses dont le monde a besoin d'une façon manifeste : l'attitude expérimentale, opposée au dogmatisme, dans nos croyances ; un espoir de coopération plutôt que de concurrence dans nos relations sociales ; une diminution de l'envie et de la haine collective. Ce sont là des choses que l'éducation pourrait produire sans beaucoup de difficulté ».

C'est là qu'intervient la volonté d'agir de ceux qui se sentent responsables d'une part, si petite soit-elle, de cette éducation. C'est en cela que la conférence de Royan peut faire date. Ceux qui y ont participé en ont remporté le sentiment que la mesure des difficultés, voire des écueils, avait été prise, mais aussi qu'ils voyaient plus clairement par quel effort mutuel ils pouvaient parvenir à mieux faire leur métier d'éducateurs, d'organiseurs, d'informateurs.

Charlotte BORGHA

("Cités Unies" n° 54, juin-juillet 1968)

Une étape

Passer d'un langage à un autre c'est opérer une transfusion des substances vivantes de la pensée lorsque cette transfusion s'opère de citoyen à citoyen, pour le plus grand bien de l'espèce humaine.

La vocation de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées est de travailler à la compréhension internationale en proposant à travers une "nouvelle pédagogie des peuples", les moyens d'aider à la difficile naissance du "monde où l'on s'entend", comme le disait le regretté Jean DESY, qui fut président d'honneur du "Monde Bilingue". Ambassadeur au Canada, il connaissait les délicats problèmes linguistiques de son pays. Le bilinguisme subi et contesté est un affaiblissement des nations. L'éducation bilingue est tout le contraire d'un état subi. C'est une étape consciente vers la compréhension. N'ayons pas peur de la franchir.

Ch.B.

(1) 5ème Conférence de Coopération Mondiale Intercommunale : "Les méthodes audio-visuelles au service de l'acquisition des langues vivantes" - Royan (F.), Avril 1968.

Témoignage sur l'évidence des problèmes linguistiques
et la nécessité de l'éducation bilingue

Bilingue ou sourd-muet

Le Bilinguisme, dit le Professeur Mackey, ne se présente pas tout d'abord comme un droit. Il naît de la nécessité, comme tout droit en découle. Exemple : si deux villes de pays différents se jumellent, il est nécessaire que les ressortissants respectifs parlent ou comprennent deux langues. Or, si l'on procédait à un jumelage universel il faudrait que chacun parlât 3.000 langues ! On voit d'emblée que la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, en proposant l'éducation bilingue, se situe à l'heure des communications mondiales au centre du problème.

Quelques chiffres. Sait-on qu'il y a trente fois plus de langues que de pays ? Qu'il y a cinq fois plus de langues en Amérique qu'en Europe ? Que la moitié du globe utilise des langues indo-européennes ? La question des langues prioritaires à elle seule fait l'objet de recherches minutieuses. Elles sont le plus souvent déterminées par la politique ou l'économie ou les deux, et, en s'imposant aux peuples soumis, elles en arrivent à masquer l'existence du bilinguisme en accélérant la disparition des langues minoritaires.

Du point de vue de la communication, la disparition d'une langue n'est pas un événement dramatique : une langue internationale peut permettre cette communication entre les hommes. Mais culturellement la perte d'une langue est un événement irréparable. Comment prévenir cette perte et assurer cependant les relations rapides et la compréhension entre les populations des divers pays ?

Il n'y a plus d'endroit dans le monde qui ne soit en contact avec une langue majoritaire. D'autre part, certaines nations dépendent plus que d'autres de ces langues et risquent

ainsi de voir leur culture propre disparaître par l'abandon de leur langue première.

Deux conséquences se dégagent :

a) pour qu'un pays conserve une langue qui soit sienne, ainsi que la dignité qui s'y rattache, il faut que la langue majoritaire imposée par les circonstances soit acceptée comme un moyen international de communication, au même titre qu'une faculté de déplacement. Le bilinguisme devient alors une commodité de la vie moderne ;

b) en prenant conscience de ce qu'il apporte à la société moderne l'individu doit admettre qu'il doit consacrer une grande part de lui-même à acquérir les moyens de communiquer avec l'ensemble du monde.

A une époque où les voyages s'achètent comme des machines à laver, par mensualité ; où la main-d'oeuvre franchit, comme c'est le cas des immigrants au Canada, des milliers de kilomètres pour trouver du travail, le nombre des candidats au bilinguisme se chiffre par millions. C'est un phénomène qui n'est plus ni local, ni marginal, mais mondial.

Il importe de ne pas laisser ce phénomène sans contrôle. L'homme doit mener sa vie et non se laisser mener par elle, doit recevoir cette éducation bilingue qui lui permettra seule de ne pas être un sourd-muet dans une société désormais planétaire.

Pr. William F. MACKEY

Chercheur au Centre International
de Recherches sur le Bilinguisme (CIRB)
Université Laval à Québec (Canada).

Propos recueillis par Ch. BORGA, "Le Bilinguisme",
("Cités Unies" N° 61-62,
avril-mai 1970).

DOCUMENTS

Il ne saurait exister de coopération réelle entre les peuples sans possibilités minimales de communication linguistique. C'est un besoin universel et vital. Il peut y avoir une variété de degrés dans l'urgence, mais non de différence essentielle entre les problèmes des pays industrialisés et ceux des pays encore sous-équipés.

Le respect de l'identité de chaque peuple à travers sa langue et sa culture est, à l'heure où se posent les problèmes d'un nouvel ordre mondial, inséparable du dialogue interculturel et de l'enrichissement du patrimoine humain par le pluralisme des cultures.

Cependant tout repose sur la compréhension, et celle-ci ne peut être une réalité que si chaque être humain peut disposer de sa langue propre et d'une deuxième langue vivante de large audience internationale.

L'Education bilingue répond à cette exigence du monde contemporain en assurant à chacun son authenticité linguistique et sa compétence dans les relations avec les autres peuples. Elle est en quelque sorte le droit de chaque homme à participer au dialogue universel. Elle annonce grâce à cette promotion de l'identité des peuples, le Nouvel Ordre Culturel vers lequel s'avancent les forces positives de l'humanité.



Message de Léopold Sédar SENGHOR, Président de la République du Sénégal, Président d'honneur de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ), à l'occasion du 30ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (33e Assemblée Générale des Nations Unies).

val d'Aoste le droit à l'éducation bilingue

L'on sait la lutte que mène le Val d'Aoste depuis bien des années pour faire renaître sur cette terre, autrefois rattachée à la Maison de Savoie, une culture d'inspiration franco-provençale, et un usage plus largement étendu de la langue française.

Car si le statut du Val d'Aoste, approuvé par l'Assemblée constituante de la République italienne, déclare la parité officielle des deux langues dans les institutions de la région, la tradition francophone des Valdôtains s'efface et se perd sous l'influence et le poids de la langue italienne. Conscient de ce danger, le Conseil régional de la Vallée d'Aoste s'est réuni en septembre 1978 pour évoquer, à l'initiative de la Fédération mondiale des villes jumelées, le droit à l'éducation bilingue.

Le président du conseil, M. Giulio Dolci a ouvert la discussion sur une proposition concernant un « projet de résolution portant adjonction à la Déclaration des droits de l'homme du droit à l'éducation bilingue ».

Exposé des motifs

Il ne peut exister de coopération réelle entre les peuples sans possibilité minimale de communication linguistique. C'est un besoin universel et vital. Il peut y avoir une variété de degrés dans l'urgence, mais non de différence essentielle entre les problèmes des pays industrialisés et ceux des pays encore sous-équipés. Ce n'est cependant pas assez de réclamer « le droit pour chaque homme de parler à son semblable », il faut encore mener au niveau de la base, des actions expérimentales rendues possibles aujourd'hui par les jumelages de villes, tels que les conçoit et les développe depuis 25 ans la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ).

L'éducation bilingue suppose une conception nouvelle de l'éducation qui s'appuie sur la connaissance approfondie de la langue maternelle, garante de l'identité culturelle de chaque peuple, tout en facilitant l'acquisition d'une langue de communication internationale.

L'éducation bilingue proposée par la FMVJ et le Centre Mondial d'Information sur l'Éducation Bilingue (CMIEB) ne privilégie aucune langue ; elle est de nature, dans ses aspects pédagogiques nouveaux, à aider les minorités linguistiques à conserver ou à retrouver leur langue propre, sans pour cela porter atteinte aux langues nationales assurant l'unité de la communication dans un pays : ethnies d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, ethnies régionales des pays développés dont les revendications linguistiques et culturelles s'expriment aujourd'hui avec force.

Le 30^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, célébré par les Nations Unies est l'occasion d'ajouter à ce texte le Droit à l'Éducation bilingue et de faire de cette commémoration significative un moment exceptionnel de l'histoire humaine.

Pour ces motifs

L'Assemblée Générale de l'ONU

— s'inspirant des principes des Nations Unies,

— tenant compte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des principes de coopération culturelle internationale,

— estimant que le droit à l'éducation bilingue, tel qu'il a été défini ci-dessus, est un droit fondamental qui devrait être explicitement inscrit parmi les Droits de l'Homme,

— considérant que l'éducation bilingue est de nature à contribuer à la compréhension internationale interculturelle, au développement économique et social et à la paix entre les peuples,

— rappelant les résolutions adoptées précédemment en faveur de l'éducation bilingue lors des 18^e et 19^e Conférences générales de l'UNESCO (1974-1976),

— soulignant l'importance de l'apport de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ) à la coopération entre les populations du globe qui a été notamment reconnue par les résolutions suivantes : Résolution sur le jumelage des villes (N.2861) de la 26^e Assemblée Générale de l'ONU ; Résolution sur la Paix de la XV^e Conférence Générale de l'UNESCO.

Autorise

le Secrétaire Général de l'ONU

a) à inscrire l'adjonction suivante du Droit à l'Education bilingue à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :

« Au bénéfice de la communauté humaine et de la compréhension entre les peuples, toute personne a droit à une éducation bilingue, à savoir :

— *droit à la connaissance approfondie de la langue maternelle,*

— *droit à la connaissance utile d'une langue vivante de communication mondiale qui, par-delà la culture nationale qu'elle reçoit et doit recevoir, lui permette de participer pleinement et directement à la culture mondiale et au dialogue universel ».*

b) à faciliter la mise en œuvre du programme du CMIEB, notamment dans les domaines de la diffusion et de la documentation, de la recherche pédagogique, des enquêtes *in situ* favorisées par les jumelages en vue de la promotion de l'éducation bilingue, par subventions et contrats jusqu'à concurrence de la somme de US dollars 200 000 (deux cent mille US dollars).

Après avoir examiné les propositions avancées par la Fédération mondiale des villes jumelées, le Conseil régional de la vallée d'Aoste a adopté à l'unanimité ce projet de résolution et pris une délibération demandant aux Nations Unies, par l'intermédiaire du gouvernement italien, d'inclure le droit à l'éducation bilingue, c'est-à-dire à une double culture, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme dont on célébrera cette année le trentième anniversaire.

Le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, réuni en séance ordinaire le 20 septembre 1978,

ayant examiné les propositions avancées par la Fédération Mondiale des Villes Jumelées préconisant l'adjonction à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du Droit à l'Education bilingue ;

considérant l'éducation bilingue comme une nécessité pour favoriser la communication linguistique dans le monde ;

soulignant que la Vallée d'Aoste, en tant que minorité linguistique, a déjà mis en œuvre un programme d'éducation bilingue dès l'école maternelle, qui s'est révélé fructueux ;

rappelant que l'éducation bilingue, telle qu'elle est proposée par la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, est de nature à aider les minorités linguistiques à conserver ou à retrouver leur langue propre sans pour cela porter atteinte aux langues nationales assurant l'unité de la communication dans un pays,

Demande

au Gouvernement italien de bien vouloir déposer à la prochaine Assemblée Générale de l'ONU le projet de résolution ci-joint portant adjonction à la Déclaration des Droits de l'Homme du Droit à l'Education bilingue avec, comme corollaire, le droit à la double culture.

RESOLUTION A L'UNESCO

A la suite de la présentation, par la France et la Haute-Volta d'un projet de Résolution concernant les activités du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB) la Dix-huitième Conférence Générale de l'UNESCO approuva, en Novembre 1974, la clause suivante :

Projet 1.412.1 - Coopération avec les organisations spécialisées dans le domaine de l'éducation bilingue.

Programme ordinaire (Cote : 1604)

1483

En application de la résolution 1.412 adoptée par la Conférence Générale à sa dix-huitième session, la coopération entre les organisations spécialisées dans le domaine de l'éducation bilingue sera favorisée. En particulier, le Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue créé par la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies sera encouragé à entreprendre des recherches à cet égard.

(Extrait du compte-rendu - page 154)

RESOLUTION
CONCERNANT L'ADJONCTION A LA DECLARATION UNIVERSELLE
DES DROITS DE L'HOMME, DU DROIT DE L'HOMME
A L'EDUCATION BILINGUE

EXPOSÉ DES MOTIFS:

Les droits de l'homme qui figurent dans la Déclaration universelle des Nations Unies ne sont contestés nulle part même si dans la pratique ils ne sont pas toujours respectés comme nous le voudrions.

Il en est de même en ce qui concerne la Charte de l'Enfance promulguée également par les Nations Unies lors d'une de leurs Conférences.

Cependant, on peut s'étonner de certaines lacunes de cette Charte, notamment à l'article visant le droit à la libre circulation des hommes et des biens, qui n'est accompagnée d'aucun moyen permettant la jouissance effective de ce droit: à quoi sert, en effet, cette libre circulation si les intéressés n'ont aucune possibilité de communiquer par le langage ?

L'égalité des droits à sa culture nationale reconnus à tout homme est singulièrement amoindrie dans son application lorsqu'il s'agit de populations de pays en voie de développement, lesquelles sont à la recherche de leur unité linguistique.

L'égalité des droits à sa culture particulière, à l'intérieur d'une Nation, reconnus à tout homme souffre du même amoindrissement.

D'autre part, pendant les dernières décennies des progrès considérables dans l'enseignement des langues vivantes ont été accomplis, pour des raisons diverses: nécessité accrue de la communication, efficacité de l'enseignement traditionnel, évolution économique et culturelle, avec les échanges qui en découlent.

Cependant, ces progrès paraissent encore insuffisants, et surtout très inégaux et dispersés, selon les besoins et ambitions individuels de chaque pays. Ce qu'ils ont en commun, c'est la durée exagérément longue nécessaire à leur application. Que chacun se souvienne du nombre d'heures consacrées à l'enseignement d'une langue vivante, temps jugé insuffisant - avec raison - par les professeurs, mais qui est considérable par rapport aux autres matières enseignées.

- Par ces motifs, il a été jugé utile d'élaborer une méthode n'impliquant aucune perte de temps et qui serait le « parallélisme linguistique », pratiqué dès le plus jeune âge, que nous appelons pour plus de commodité: *éducation bilingue*.

(Actes du colloque international d'Aoste 1972)

LE DROIT A L'ÉDUCATION BILINGUE

«Au bénéfice de la communauté humaine et de la compréhension entre les peuples, toute personne a droit à une éducation bilingue. A savoir :

- 1 - droit à la connaissance approfondie de la langue maternelle,*
- 2 - droit à la connaissance utile d'une langue vivante de communication mondiale qui, par delà la culture nationale qu'elle reçoit et doit recevoir, lui permette de participer pleinement et directement à la culture mondiale et au dialogue universel».*

(Proposition d'adjonction à la «Déclaration Universelle des Droits de l'Homme» (Art. 26,1). Présentée à la XXIIIème Assemblée Générale des Nations Unies en 1968, par la Fédération Mondiale des Villes Jumelées - Cités Unies) et à la 33ème Assemblée Générale des Nations Unies, à l'occasion du 30ème Anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - 1978)

Cette proposition a été successivement approuvée par trois Conférences internationales organisées par le Centre Mondial d'Information sur l'Éducation Bilingue (CMIEB), institution spécialisée de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies :

- à ROYAN (France), en avril 1968, sous les patronages de l'UNESCO et de plusieurs pays dont l'Autriche, la Belgique, la France, le Luxembourg, Malte, le Togo, la Yougoslavie.
- à AOSTE (Italie), en mars 1972, organisée conjointement avec le gouvernement autonome de la Vallée d'Aoste, présidée par M. Robert Mallet, Recteur de l'Académie de Paris, représentant es qualité le Ministre français de l'Éducation Nationale ;
- à SURESNES (France), en octobre 1973, avec la collaboration de la municipalité de Suresnes et la participation de M. Robert Pontillon, maire de Suresnes, conseiller général des Hauts de Seine.

LE CENTRE MONDIAL D'INFORMATION SUR L'EDUCATION BILINGUE (CMIEB)

Le CMIEB a été depuis 1971 l'organisation qui a poursuivi, à l'échelle de ses moyens, mais de façon systématique les objectifs d'information et de contact sur tous les problèmes de bilinguisme.

Favorisée dans cette action par sa liaison organique avec la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ), elle a pu être, à travers cette dernière, en contact avec toutes sortes de situations de bilinguisme et suivre un grand nombre d'expériences d'Education bilingue et d'échanges d'enseignants. C'est en grande partie pour ces raisons que la FMVJ, riche de sa doctrine linguistique a obtenu le Statut Consultatif A auprès de l'UNESCO, du Conseil Economique et Social des Nations Unies, et par la suite du Conseil de l'Europe.

En effet, la FMVJ, née en 1957 de l'Association française "Le Monde Bilingue", créa, comme il a été dit plus haut, les premiers jumelages culturels comme cadre de ses expériences d'enseignement précoce des langues étrangères dans un but de compréhension internationale, cet enseignement étant fondé sur le principe de l'acquisition précoce, en plus de la langue maternelle, d'une seconde langue vivante de communication mondiale. Il est utile de le répéter puisqu'il semble qu'à l'heure actuelle l'accord se fasse peu à peu chez les pédagogues en faveur de ce principe.

Les colloques et conférences

Le CMIEB ayant pris la relève du "Monde Bilingue" après la Conférence de Royan, a organisé plusieurs Colloques, Tables rondes, rencontres, dont les plus importants furent :

- Colloque d'Aoste (Italie) en Mars 1972 sur le thème :
"Vocation nouvelle des villes et des régions en matière d'éducation bilingue" ;

- Colloque de Suresnes (France) en Octobre 1973, thème :
"Education bilingue et enseignement des langues vivantes" ;
- Table ronde à Aoste (Italie) en Janvier 1975, thème :
"Besoins linguistiques et systèmes d'enseignement" ;
- Séminaire de St Etienne (France) en collaboration avec
le Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches
sur l'Expression Contemporaine (CIEREC), en Décembre 1975,
thème : *"Qui est étranger dans la ville ?"* entretiens
concernant la situation linguistique et culturelle des
immigrés ;
- Table ronde à Perpignan (France) en Juillet 1976, prépa-
ratoire au Séminaire de Sociolinguistique tenu en Août
1978 à Uppsala (Suède), en collaboration avec l'Institut
de Recherches en Sciences de la Communication et de
l'Education (IRSCE) ;
- Rencontre sur les problèmes du Créole, à Pointe-à-Pitre
(Guadeloupe), en Octobre/Novembre 1977, à l'occasion du
IXème Congrès de la FMVJ ;
- Rencontres annuelles à la Sorbonne. En particulier celle
des 22 et 23 Juin 1978, qui mit clairement en évidence
la nécessité d'échanger l'information concernant les
expériences d'acquisition précoce d'une seconde langue,
expériences effectuées dans des milieux différents :
enfants d'immigrés, ou appartenant à des minorités na-
tionales, ou simplement tentatives pédagogiques au plan
pré-scolaire (Paris, Munich, Saverne, Arezzo, Bruxelles,
etc.).
- La Table ronde de Turin (Italie) en Avril 1979, devait
réunir, dans la perspective de l'Année Internationale de
l'Enfant, un groupe pluridisciplinaire d'experts recon-
naissant à l'enfant le droit à l'éducation bilingue, le
droit à la communication.

Les conclusions de ces entretiens ont toujours été en faveur d'une éducation bilingue formative mais entourée de toutes les précautions pédagogiques et des évaluations qui s'imposent, mesures qui devraient être prises au niveau institutionnel, compte tenu des transformations nécessaires.

Les publications

Depuis 1972, le CMIEB a publié les Actes des Colloques qu'il a organisés et a mis en route une collection, appelée "Cahiers du CMIEB" (liste en annexe).

Le CMIEB a depuis sa création été soutenu par des Centres, Instituts ou Associations tels que :

- Le Centre International de Recherche sur le Bilinguisme (CIRB), Université Laval, Québec (Canada) ;
- L'Association Internationale pour la Recherche et la Diffusion des Méthodes Audio-visuelles et Structuro-globales (AIMAV), Gand/Bruxelles (Belgique) ;
- La Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF), Sèvres (France) ;
- Le Centre de Linguistique Appliquée de Dakar (CLAD), Dakar (Sénégal) ;

etc.

Avec des moyens très réduits, le Secrétariat du CMIEB a, depuis 1972, constitué un fichier d'environ 480 correspondants, comprenant des spécialistes : linguistes, pédagogues, socio et psycholinguistes, et ce, grâce aux jumelages effectués par la FMVJ, qui lui ont facilité les relations avec les populations concernées et lui ont permis de connaître directement leurs besoins linguistiques.

En conclusion, le CMIEB, par son histoire, son acquis, sa petite infrastructure, son assise internationale et scientifique et enfin par les initiatives qu'il a prises pour la défense du droit à la communication, semble être le premier noyau ayant tenté la mise en oeuvre d'un programme d'action dont les modalités restent d'ailleurs à définir entre toutes les instances politiques, éducatives et culturelles désireuses d'un changement réel, et avec la participation de tous les intéressés.

" Le vrai moyen de parvenir à une éducation bilingue est de pratiquer cette forme d'éducation dès l'école maternelle et de la poursuivre sans aucune solution de continuité à travers tout le cursus scolaire et universitaire ".

Recteur Gérard ANTOINE, Président
du Centre d'Information et de
Documentation Jeunesse (CIDJ),
Vice-Président du CMIEB.

PROGRAMME D'ACTIVITES DU CMIEB

Rappelons les principaux objectifs du Centre, qui sont :

- a) d'étudier les conditions de réalisation d'une éducation bilingue, partout et pour tous, tendant à augmenter les chances d'une communication plurilingue devenue de plus en plus nécessaire dans le monde actuel, le but recherché étant de généraliser une scolarité utilisant deux langues vivantes comme véhicules d'enseignement, dont l'une est la langue maternelle, sans préjudice de l'acquisition d'autres langues ;
- b) de mettre à la disposition des adhérents un Centre de documentation sur tous les problèmes concernant l'éducation bilingue (études théoriques, expériences pratiques) et les méthodes les mieux appropriées à chaque cas particulier pour en faciliter l'application ;
- c) de contribuer à la réalisation des actions d'alphabétisation par l'information recueillie dans les ouvrages, revues, articles, communications orientés vers la recherche de méthodologies appropriées aux situations spécifiques créées, par les problèmes d'acquisition des langues maternelles, par exemple dans le contexte du monde de l'immigration ;
- d) de participer aux rencontres internationales axées sur les problèmes de bilinguisme et de plurilinguisme.

Le CMIEB s'attache donc à toucher le public le plus large, des enseignants aux usagers des langues à tous les niveaux. Toujours soucieux de ne pas se contenter du produit de réflexions individuelles ou d'équipes limitées, les animateurs du CMIEB s'appuient sur les résultats de la recherche en linguistique, psycholinguistique et sociolinguistique, en pédagogie des langues et en pédagogie générale, entreprise par des groupes de chercheurs spécialisés à l'autorité incontestable.

L'essentiel de son action s'exerce au plan de l'information de toute documentation rassemblée, et dans la diffusion de celle-ci.

La collecte même de l'information s'effectue à partir d'un plan d'ensemble en vue de la coordination des résultats des travaux intéressant l'acquisition et l'enseignement des langues vivantes.

L'effort de sensibilisation du CMIEB se présente de trois manières :

Les rencontres

Colloques, séminaires, journées d'études sont destinés à rassembler des participants désireux de rechercher des solutions concrètes aux problèmes immédiats de la communication, mais aussi de réunir le plus d'expériences et d'évaluations sérieuses possibles.

Les publications (1)

- Elles diffusent les Actes des Colloques.
- Elles rendent compte de travaux inédits ou de communications, oeuvres de chercheurs sur des problèmes spécifiques tels l'âge de l'acquisition d'une deuxième langue, la situation linguistique et culturelle des populations immigrées, la restructuration de l'enseignement des langues vivantes, etc.
- Elles font également connaître les résultats d'études bibliographiques, enquêtes, analyses et évaluations effectuées par le CMIEB.

Les sessions d'information pédagogiques

Elles réunissent des groupes restreints de spécialistes de pays différents, pédagogues, enseignants ou étudiants se destinant à l'enseignement des langues, en ateliers d'information réciproque sur les problèmes de la recherche dans le domaine des méthodologies.

(1) Voir liste en annexe, à ce jour.

L'objectif principal était, au départ, une confrontation entre enseignants, africains et européens, largement basée sur les données recueillies grâce aux jumelages-coopération. (Cabourg 1976).

Depuis, les problèmes de communication étant à l'évidence aussi complexes dans une Europe en devenir qu'en Afrique, ou dans le reste du monde, les sessions tendent à généraliser leurs thèmes de réflexion et de travail (Sorbonne, Paris 1978) ce qui ne diminue en rien l'effort engagé vers les pays en développement.

En effet, les besoins langagiers des populations africaines, ou d'autres pays du Tiers-Monde, vivant des situations créées soit par l'indépendance soit par le sous-développement social, exigent à la fois l'éducation dans les langues maternelles et le maintien des langues implantées par la colonisation ou le système politique (1) en raison des nécessités du développement et de la communication mondiale. Les pédagogies issues des conceptions éducatives occidentales généralement maintenues par les Etats, ne répondent plus aux besoins des populations.

Les sessions, axées sur des thèmes précis, s'appuyant sur des situations concrètes révélées notamment par les relations de jumelages et la coopération intercommunale, sont de nature à clarifier certains problèmes pratiques dans la perspective d'une éducation bilingue respectant les langues et les droits culturels de chacun.

(1) Au Guatemala, par exemple, où 22 langues et plus de 100 dialectes sont parlés par les Indiens et où l'Espagnol, langue nationale, n'est que très peu répandu (Bulletin de l'UNICEF, 22 Mars 1976).

LA COMMUNICATION AU SEIN DES JUMELAGES DE LA FEDERATION MONDIALE
DES VILLES JUMELEES-CITES UNIES (FMVJ) ET L'EDUCATION BILINGUE

La communication linguistique qui a été le souci majeur de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ) depuis le début de son action a une très grande importance, dans les relations intercommunales, pour les raisons suivantes :

- 1°) Le Mouvement étant mondial et fondé sur le militantisme de ses adhérents, il importe d'établir entre eux une communication aussi claire que possible, mais aussi d'affirmer d'emblée la valeur de la culture réciproque des villes jumelées.
- 2°) Le Mouvement défend, depuis son origine, l'idée d'une éducation bilingue généralisée afin que la communication s'étende à la masse des populations qui composent les Cités Unies.

Il ne saurait, en effet, y avoir de compréhension véritable entre les peuples, sans une promotion à l'échelle mondiale de la communication linguistique par l'éducation bilingue telle qu'elle a été définie au début du présent ouvrage.

C'est pourquoi toutes les villes membres de la FMVJ reçoivent dès la création du jumelage un questionnaire (1) émanant du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue et qui constitue une enquête permanente sur la situation linguistique des communes en présence.

La vocation du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue étant précisément de collecter et de diffuser l'information concernant l'enseignement des langues vivantes, et de promouvoir l'éducation bilingue, il est dans l'ordre des choses que les villes membres de la FMVJ bénéficient en priorité de ses travaux de recherche.

(1) Voir en annexe.

Il convient cependant d'accentuer la participation des communes jumelées, villes ou villages de tous pays, afin que la contribution des populations au progrès de la connaissance devienne effective.

Cette sollicitation auprès des citoyens, le CMIEB peut l'obtenir grâce à ses attaches avec la FMVJ et les relations qu'elle maintient avec quelque 2500 villes dans le monde.

C'est un terrain privilégié d'expériences et d'enquêtes qui doivent dans l'avenir aider à l'information concernant les problèmes linguistiques des populations.

"... Il est indispensable de multiplier les modèles à imiter. L'avenir n'est pas au professeur d'une langue qui prétendrait à la perfection dans l'usage d'une langue seconde, mais au technicien, éducateur et linguiste, qui sait tirer des ressources mises à sa disposition les éléments de l'éducation linguistique de n'importe quelle langue".

André MARTINET, de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris), Président du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB).

CONCLUSIONS

Conclusions ? Il serait plus juste d'appeler ce dernier chapitre "post-face" car on ne saurait arrêter la marche progressive d'idées fertiles en elles-mêmes mais sujettes à toutes les nuances du raisonnement et aux révélations de la découverte.

Toutefois, l'on peut déduire de ce qui précède deux propositions :

- Il n'est pas, à l'heure actuelle, de pays dans le monde qui soit indemne de problèmes linguistiques, tant au niveau éducatif qu'à celui de la communication extérieure ou intérieure à l'Etat ;
- ce n'est "plus un secret pour personne que l'enseignement des langues dans le cadre pédagogique des institutions scolaires actuelles est souvent un fiasco et toujours d'un rendement incroyablement disproportionné aux moyens humains et matériels - et au temps d'études des élèves - investis dans cet enseignement." (1)

Dans ces conditions, il n'est pas raisonnable, de nos jours, de laisser s'éterniser des problèmes dont les solutions, souvent difficiles à trouver et à mettre en oeuvre, sont cependant du domaine du possible. On peut dire que, eu égard au progrès de la connaissance en linguistique appliquée et en pédagogie, sans mentionner l'information accélérée que l'on a provenant de tous les secteurs de recherche scientifique, il est malaisé d'invoquer l'ignorance des situations économiques et culturelles dans le monde.

./.

(1) cf. Gilbert Dalgalian, Conseiller pédagogique à l'Institut Français de Munich (R.F.A.), Vice-Président du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB), "Propositions du CMIEB au Conseil de l'Europe", Octobre 1978.

Ainsi que l'a dit et répété le mathématicien Jean-Maurice CHEVALLIER :

(...) "Notre impuissance serait tragique si, parlant de restructurer l'école dans le sens d'une plus grande démocratie et d'un humanisme plus ouvert, nous négligions de compter parmi les exigences prioritaires de l'enseignement de base le maniement, élémentaire peut-être, mais courant et utilisable, de ces trois connaissances que je qualifierai d'apéritives au sens où Pascal parle de "la vertu apéritive d'une oie" : la langue maternelle, une langue de communication internationale et la mathématique.

En ce qui concerne la langue maternelle, il subsiste, hélas, de larges taches d'analphabétisme sur la carte du monde mais disons que dans les pays normalement scolarisés la situation, sans être toujours excellente, est passable ; les mathématiques, dans leur domaine propre, s'emploient activement à améliorer la leur ; je souhaite sincèrement que les linguistes prennent une conscience aussi aiguë et une dimension aussi exacte de ce problème fondamental de notre temps" (...).

Le Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue, par ses contacts directs avec les responsables des villes jumelées, par ses relations avec les universités d'un grand nombre de pays, et grâce à ses correspondants de toutes les nations, possède un appréciable réseau d'information et de diffusion. Il est, de surcroît, entièrement au service de la promotion de l'éducation bilingue et n'agit pour le compte d'aucun particularisme linguistique, même si sa vocation l'engage dans la défense de toute culture menacée soit d'abandon soit de répression. Cette attitude est d'ailleurs celle de l'UNESCO et de tous les grands organismes culturels internationaux. Nous pensons que ces derniers ne peuvent qu'appuyer énergiquement une action si conforme à leurs objectifs, et qui réalise, à la base, tous les grands principes affirmés au sommet en faveur d'une véritable compréhension entre les peuples.

ANNEXES

CENTRE MONDIAL D'INFORMATION SUR L'EDUCATION BILINGUE

(C.M.I.E.B.)

Institution spécialisée de

LA FÉDÉRATION MONDIALE DES VILLES JUMELÉES-CITÉS UNIES (F.M.V.J.)*

Secrétariat:

«l'Escalade»

74170 SAINT-GERVAIS (F)

Tél. (50) 782643

Bureau parisien:

2, rue de Logelbach

75017 PARIS

Tél. 7667510

LA COMMUNICATION AU SEIN DES JUMELAGES

DE LA FÉDÉRATION MONDIALE DES VILLES JUMELÉES-CITÉS UNIES (FMVJ)

ET LES PROBLÈMES LINGUISTIQUES.

La communication linguistique qui a été le souci majeur de notre organisation depuis le début de son action en faveur d'une meilleure compréhension mondiale, a une très grande importance dans les relations intercommunales pour les raisons suivantes :

- 1°) Notre Mouvement étant mondial et fondé sur le militantisme de ses adhérents, il importe d'établir entre nous une communication aussi claire que possible.
- 2°) Notre Mouvement défend, depuis son origine, l'idée d'une éducation bilingue généralisée (1) afin que la communication s'étende à la masse des populations qui composent les Cités Unies.

Il ne saurait, en effet, y avoir de compréhension véritable entre les peuples, sans une promotion à l'échelle mondiale de la communication linguistique par l'éducation bilingue (2).

C'est pourquoi nous adressons à toutes les villes membres de la FMVJ le questionnaire ci-après auquel nous vous demandons de bien vouloir répondre.

- 1) L'éducation bilingue se définit comme une éducation en deux langues, ce qui implique l'emploi de deux langues véhiculaires, dont l'une est la langue maternelle. Cette éducation qui repose sur l'acquisition précoce de la seconde langue devra, pour être efficace, se poursuivre pendant toute la scolarité ainsi que dans toutes les activités de l'éducation permanente.
- 2) C'est dans ce but qu'en 1972 a été créé le Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue (CMIEB), institution spécialisée de la FMVJ destiné à collecter et à diffuser l'information concernant l'enseignement des langues vivantes, et à promouvoir l'éducation bilingue.

QUESTIONNAIRE

Nous vous rappelons que le CMIEB, dont c'est la vocation de s'intéresser aux questions linguistiques, est à votre disposition pour entreprendre toute enquête sur place et effectuer les études nécessaires à la clarification des problèmes considérés. Nous vous remercions de retourner ce questionnaire à l'adresse suivante : CMIEB, 2 rue de Logelbach, 75017 PARIS France.

PAYS :

Ville :

Date :

Il a été répondu à ce questionnaire par : M

Responsable du Comité de Jumelage de :

Adresse complète :

.....

.....

A

Questions préliminaires

1) Quelles sont les langues nationales de votre pays ?

Quelles sont (s'il y a lieu) les langues régionales ?

2) Votre pays connaît-il des problèmes linguistiques ?

Oui

☐

Non

☐

Si oui, concernent-ils :

- la situation d'une ou plusieurs langues régionales
dites "minoritaires" ☐

- une situation de bilinguisme

☐

de plurilinguisme

☐

B

I-

- 1) Quelles sont vos villes-soeurs ?
- 2) Avez-vous procédé à des échanges linguistiques avec vos villes-soeurs
- 3) Si oui, à quel niveau ? Sous quelles formes ? Quelle fréquence ?

II-

- 1) Quel est le nombre d'établissements du 1er degré dans votre ville ?

Du second degré ?

Combien de lycées ?

- 2) Quelle est la première langue étrangère choisie le plus souvent en 1ère classe secondaire ?

Quelle deuxième langue ?

- 3) Le jumelage entraînant des échanges linguistiques crée des nécessités de communication. Y a-t-il dans votre Comité de Jumelage des professeurs enseignant des langues de vos villes-soeurs pour faciliter cette communication à tous les niveaux ?
- 4) Si non, avez-vous prévu de tels échanges ? Quelle priorité ont-ils dans votre programme d'action ?
- 5) Quelles difficultés rencontrez-vous pour les organiser ?
- 6) Avez-vous fait des expériences d'apprentissage précoce d'une des langues de vos villes-soeurs ? Laquelle ?

- 7) Combien d'enfants ont-ils été touchés par ces expériences ?
- 8) Les Institutions éducatives de votre pays sont-elles favorables à ces expériences ?
- 9) Qu'en ont pensé les Associations de parents d'élèves, ou groupements assimilés ?
- 10) Si ces expériences n'ont pas été faites, ces mêmes Associations leur seraient-elles éventuellement favorables ? Ou hostiles ?

Sont-elles informées ?

Y a-t-il un représentant de ces Associations dans votre Comité de Jumelage ?

C

Relations avec le Secrétariat Général de la FMVJ

- 1) Les écrits (courrier, imprimés) émanant du Secrétariat Général de la FMVJ à Paris, sont rédigés, en général, en français et en anglais.

Préférez-vous recevoir ces envois (cocher la case choisie) :

en français ☐ en anglais ☐ dans les deux langues ☐

- 2) Si nos moyens nous permettent d'établir documents et correspondances dans d'autres langues, préférez-vous les recevoir :

en espagnol ☐ en allemand ☐ en italien ☐

en portugais ☐ en arabe ☐ en russe ☐



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CMIEB

Président d'honneur :

- M. Robert MALLET
Recteur de l'Académie,
Chancelier des Universités de Paris (France).

Président :

- M. André MARTINET
Professeur à la Sorbonne,
Directeur de l'Institut de Linguistique de
l'Université de Paris (France).

Vice-Présidente :

- Mme Alice DELAUNAY
Inspectrice Générale de l'Instruction Publique,
Bordeaux (France).

Vice-Présidents :

- M. Mario ANDRIONE
Président du Gouvernement Régional de la Vallée
d'Aoste (Italie).
- M. Gérard ANTOINE
Ancien Recteur d'Académie,
Président du Centre d'Information et de Documentation
Jeunesse (CIDJ), Paris (France).
- M. Jean-Maurice CHEVALLIER
Professeur agrégé,
Président du "Monde Bilingue", St Maur des Fossés (France).
- M. Gilbert DALGALIAN
Conseiller Pédagogique,
Institut Français de Munich (R.F.A.).

Vice-Présidents (suite)

- M. Paul GODAERT
Professeur à l'Université de Louvain,
Directeur de l'Institut des Langues Vivantes de Louvain,
Vice-Président de l'AIMAV, Louvain (Belgique).
- Mr William-Francis MACKEY
Professeur de Linguistique à l'Université Laval,
Chercheur au Centre International de Recherche sur le
Bilinguisme (CIRB), Québec (Canada).
- M. Alioune SENE
Ancien Ministre,
Représentant Permanent du Sénégal à l'ONU, Genève (Suisse).

Secrétaire Général :

- Mme Charlotte BORGA
Professeur de langues vivantes,
Délégué Général Adjoint de la Fédération Mondiale des
Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ).

Secrétaire Général adjoint :

- Mme Paule PENIGAULT-DUHET
Professeur agrégé,
Maître de Conférence à la Faculté de Nantes (France).

Trésorier :

- M. Giulio DOLCHI
Président du Conseil Régional de la Vallée d'Aoste,
Délégué Général Adjoint de la Fédération Mondiale des
Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ), Aoste (Italie).

Trésorier Adjoint :

- M. Jean-Marie BRESSAND
Délégué Général de la Fédération Mondiale des Villes
Jumelées-Cités Unies (FMVJ), Vice-Président de l'Institut
International des Collectivités Publiques, Lons-le-Saunier
(France).

Conseiller Juridique :

- Me André WEIL-CURIEL
Avocat à la Cour,
Ancien Vice-Président du Conseil Municipal de Paris,
Conseiller technique de la Fédération Mondiale des Villes
Jumelées-Cités Unies (FMVJ), Paris (France).

Membres du Bureau :

- M. Gérard JAQUET
Ancien Ministre, Conseiller d'Etat,
Vice-Président de l'Organisation Française du Mouvement
Européen,
Membre du Conseil Supérieur de la Fédération Mondiale des
Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ).
- Melle Madeleine LOEWENTHAL
Linguiste,
Diplômée de L'Ecole Nationale des Langues Orientales
Vivantes, Paris (France).
- M. René MONORY
Sénateur-Maire de Loudun (Vienne),
Ministre de l'Economie, Paris (France):
- M. Jean ROUS
Ancien Conseiller Personnel du Président de la République
du Sénégal,
Ecrivain, Journaliste,
Membre du Conseil Supérieur de la Fédération Mondiale des
Villes Jumelées-Cités Unies (FMVJ), Perpignan (France).

- ACTES du Colloque international d'Aoste (Italie), 1972
- ACTES du Colloque international de Suresnes (France, 1973
- ACTES de la TABLE RONDE d'Aoste (Italie), 1975
- RAPPORT du Stage de Cabourg (France), 1976

Cahiers CMIEB

1. "Plurilinguisme et interférences au second degré de l'enseignement primaire en Tunisie",
par Ahméd EL AYED, Maître-assistant à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Tunis (Tunisie) - 1974.
2. "Education bilingue et Education biculturelle",
par William-Francis MACKAY, Professeur à l'Université Laval, Chercheur au CIRB, Québec (Canada) - 1974.
3. "Bilinguisme et Biculturalisme"
par Giovanni FREDDI, Professeur à l'Université de Venise (Italie) - 1974.
4. "Received Bilingualism and Education in Cameroon",
par le Dr. M'BASSI MANGA, Président de l'Université de Yaoundé (Cameroun) - 1974 (en anglaise)
5. "Les difficultés de l'enseignement du français en Afrique francophone"
par Jacques CHAMPION, Maître-assistant à l'Université des Sciences Sociales de Grenoble (France), ancien Directeur du Centre de Recherche de Pédagogie Appliquée de l'I.N.P. au Zaïre - 1974.
6. "Bilingualism, Semilingualism and School achievement",
par Tove SKUTNABB-KANGAS, Professeur à l'Université d'Helsinki (Finlande) - 1975 (en anglais et en français).
7. "Prolégomènes à une grammaire des opprimés",
par Manfred PETERS, Docteur en philosophie et lettres, Chef des travaux aux Facultés Universitaires de Nazur (Belgique) -1977
9. "Les idiomes français et créole dans le conflit interculturel à la Martinique",
par Jean-Pierre JAEDEL, Centre de Plurilinguisme - Institut Européen des Hautes Etudes Internationales (IDERIC), Université de Nice (France) - 1978

10. "Un objectif majeur pour l'enseignement des langues en milieu multiculturel : Le dépassement de l'anomie",
par Eddy ROSSEEL, Professeur à l'Université de Gand
(Belgique) - 1978.
11. "L'Education bilingue, pour quoi faire ?",
par Charlotte BORGA, Secrétaire Général du CMIFB - 1978.

Hors série :

"Villes Jumelées et Apprentissage des Langues Etrangères",
enquête publiée par les soins de l'Association Linguistique
Franco-Européenne (ALFE) - 1976.